

Mobilité sociale et populisme

Dans cet article, nous montrons que les attitudes populistes qui conduisent aux votes et aux mouvements sociaux extrêmes peuvent s'expliquer par la panne de l'ascenseur social, à savoir l'absence de mobilité sociale. Cette explication semble s'appliquer à l'ensemble des 27 pays européens étudiés. Elle surprend particulièrement dans les pays qui, comme la Belgique et la France, consacrent environ 30% de leur PIB à la protection sociale. Il semblerait que ces États providence aient naïvement cru qu'il suffisait de lutter contre la pauvreté et les inégalités sociales pour relancer l'ascenseur social. Cela ne semble pas être le cas.

Sergio Perelman

Pierre Pestieau¹

Les mouvements populistes qui sont apparus ces dernières années dans de nombreux pays et se sont traduits par des manifestations telles que celles de gilets jaunes ont souvent été de pair avec une montée des extrêmes au niveau politique. Les causes évoquées sont multiples. Il y a d'abord le sentiment de déclassement social, la défiance à l'égard des élites, le rejet des institutions et de l'autorité publique et l'absence de perspectives. Il y a aussi la colère contre la disparité des richesses et le manque d'emplois valorisants. Quelles qu'en soient les causes, il est frappant de voir ces mouvements apparaître dans des sociétés où une part importante, plus de 30%, de la richesse nationale est consacrée à la protection sociale.

Il semblerait que cette générosité de l'État providence se soit focalisée sur la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales mais pas assez sur le fonctionnement de l'ascenseur social, dont l'OCDE nous dit qu'il est en panne (OCDE, 2019). A propos de la France, Luc Rouban (2023) écrit : «la majorité des Français estiment qu'il y a au sommet de l'ordre social des personnes qui ne le méritent pas vraiment. (Ils) sont convaincus que l'héritage d'un patrimoine joue un rôle trop important dans la réussite sociale. Ils considèrent donc que la méritocratie ne fonctionne pas». A la suite de l'élection présidentielle de 2017, il est apparu que le vote populiste, en faveur de Marine Le Pen, et dans une moindre mesure de Jean-Luc Mélenchon, se retrouvait parmi ceux qui avaient perdu espoir dans leur avenir et dans celui de leurs enfants, et ce, quel que soit leur niveau de revenu.

Dans ce numéro de *Regards économiques*, nous montrons que l'absence de mobilité sociale semble entraîner des attitudes populistes dans un grand nombre de pays européens. Ensuite, nous mettons en évidence que contrairement à ce que certains pensent, une réduction des inégalités ne se traduit pas nécessairement par une augmentation de la mobilité.

¹ Les auteurs tiennent à remercier Muriel Dejemeppe et Jean-François Maystadt pour leurs commentaires et suggestions.



1. Mobilité sociale et populisme

Dans une étude récente,² nous avons testé l'hypothèse selon laquelle l'absence de mobilité sociale pouvait expliquer l'émergence de mouvements populistes. Dans ce travail, nous avons mis l'accent sur les attitudes populistes plus que sur les votes. Ces attitudes portent sur trois thématiques : le rejet de l'immigration, un penchant pour la loi et l'ordre, et la défiance dans les institutions. Comme facteur explicatif clef nous avons adopté un indicateur de mobilité intergénérationnelle ascendante : à savoir la mesure dans laquelle un individu fait mieux que ses parents. Nous disposons de données individuelles de l'European Social Survey (2020), couvrant 27 pays européens et la période 2002-2020. Dans notre étude, la mobilité était exprimée en termes de niveaux d'études (5 niveaux) et non pas en termes d'occupation ou de revenu, pour des raisons de disponibilité des données. Outre la mobilité, nous avons utilisé plusieurs autres variables explicatives comme l'éducation des parents, le caractère urbain ou rural du lieu de résidence, le niveau de vie et naturellement le pays. Dans les Encadrés 1 et 2 en fin de texte, nous décrivons plus en détail les variables et la méthode d'estimation économétrique.

Pour illustrer nos résultats, nous prenons l'exemple de la Belgique et de la France et nous nous focalisons sur deux variables explicatives : le niveau d'éducation des parents et la mobilité des enfants par rapport à leurs parents, mobilité qui peut être ascendante, stationnaire ou descendante et qui est mesurée par la différence entre le niveau des études des enfants et celui du parent le plus éduqué.³ Que ce soit pour l'autoritarisme ou la méfiance à l'égard des institutions, il apparaît que les attitudes populistes décroissent avec le niveau d'éducation des parents et, pour chaque niveau, elles décroissent avec la mobilité (Figures 1 et 2).⁴ On observe les mêmes tendances pour les attitudes vis-à-vis de l'immigration et, de manière générale, dans les autres pays européens. Naturellement l'effet de la mobilité sur les indicateurs de populisme varie selon les pays, mais ce n'est pas de manière significative.

L'essentiel de notre analyse porte sur des données individuelles. Il est cependant intéressant d'observer que l'on retrouve aussi, à travers les pays étudiés, une relation négative entre populisme et mobilité sociale, cette dernière étant mesurée par la corrélation entre le niveau des études du parent le plus éduqué et celui du répondant. Cela apparaît nettement sur les Figures 3 et 4 où sont mis en relation les indices de méfiance à l'égard des institutions et d'autoritarisme avec l'indice de mobilité sociale mesurés pour chacun des pays. Les coefficients de corrélation sont respectivement de -0.567 et -0.581. Ils sont statistiquement significatifs au seuil de 1%. Comme on peut le remarquer sur ces figures, la France a un indicateur de méfiance à l'égard des institutions plus élevé que celui de la Belgique, la situation s'inversant pour l'indicateur d'autoritarisme.

Dans notre étude, nous faisons implicitement l'hypothèse que la mobilité sociale explique le populisme. Cela soulève le problème de la causalité qui se résout par la temporalité du processus. L'éducation des parents et la mobilité de leurs enfants se produisent bien avant que ces derniers n'adoptent une attitude populiste. En revanche, nos estimations pourraient être biaisées si les attitudes populistes et la mobilité intergénérationnelle résultaient simultanément de l'effet d'un facteur

² Perelman et Pestieau (2023).

³ Comme on l'observera dans la section suivante, la Belgique et la France sont très proches en terme de mobilité sociale et se situent au centre de la distribution parmi les pays européens (Figure 5). Par contre, en termes d'inégalités de revenu, tandis que la Belgique est au niveau des pays plus égalitaires du nord de l'Europe, la France se situe à un niveau intermédiaire en compagnie de l'Autriche, l'Irlande et la Pologne.

⁴ Il faut remarquer que pour près de la moitié de la population, 50,7% en Belgique et 52,6% en France, la mobilité a été ascendante. A l'autre extrême, ce sont près de 10% qui connaissent une mobilité descendante, 12% en Belgique et 9,9% en France. Ces statistiques sont proches des moyennes européennes qui indiquent que pour près de 40% de la population la situation est restée stationnaire, avec un niveau d'études comparable au niveau d'études le plus élevé atteint par les parents.

... **Mobilité sociale et populisme**

confondant. Nous avons testé cette hypothèse en estimant le même modèle sur des sous-échantillons de la population distingués par l'âge, le genre et le fait que le répondant et ses parents soient nés ou non dans le pays de résidence. Ce sont des facteurs potentiellement extérieurs au lien de causalité entre mobilité sociale et populisme. Les résultats de ces estimations se sont avérés néanmoins très concordants avec ceux obtenus avec l'ensemble de l'échantillon (voir Encadré 2).

Figure 1. Méfiance à l'égard des institutions, éducation des parents et mobilité sociale

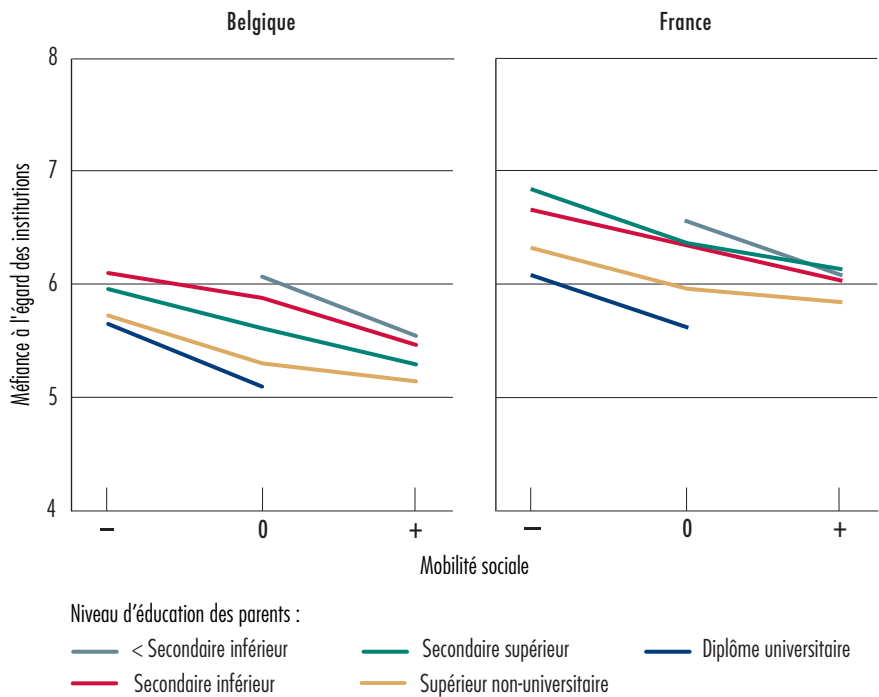


Figure 2. Autoritarisme, éducation des parents et mobilité sociale

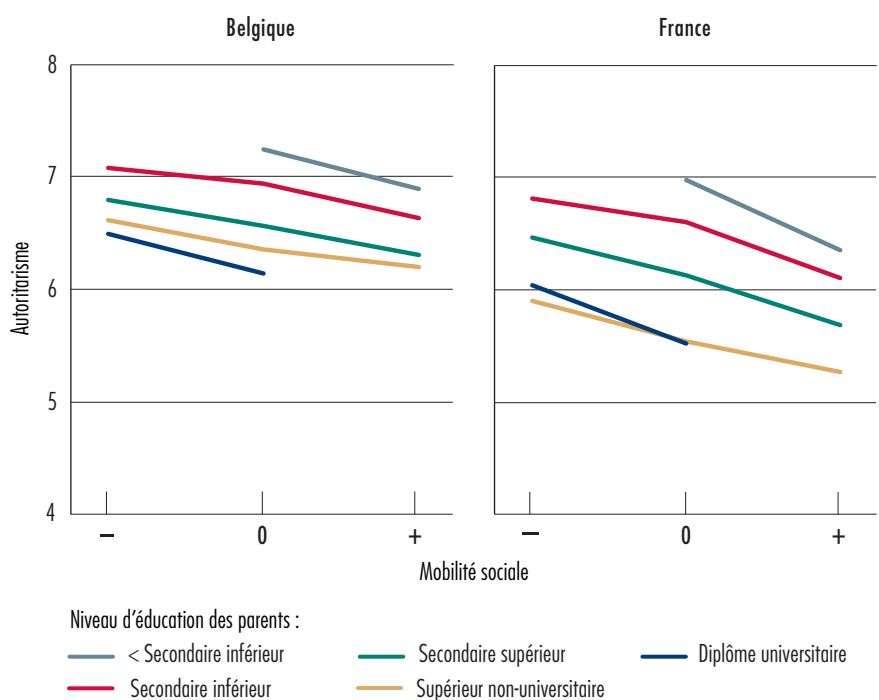
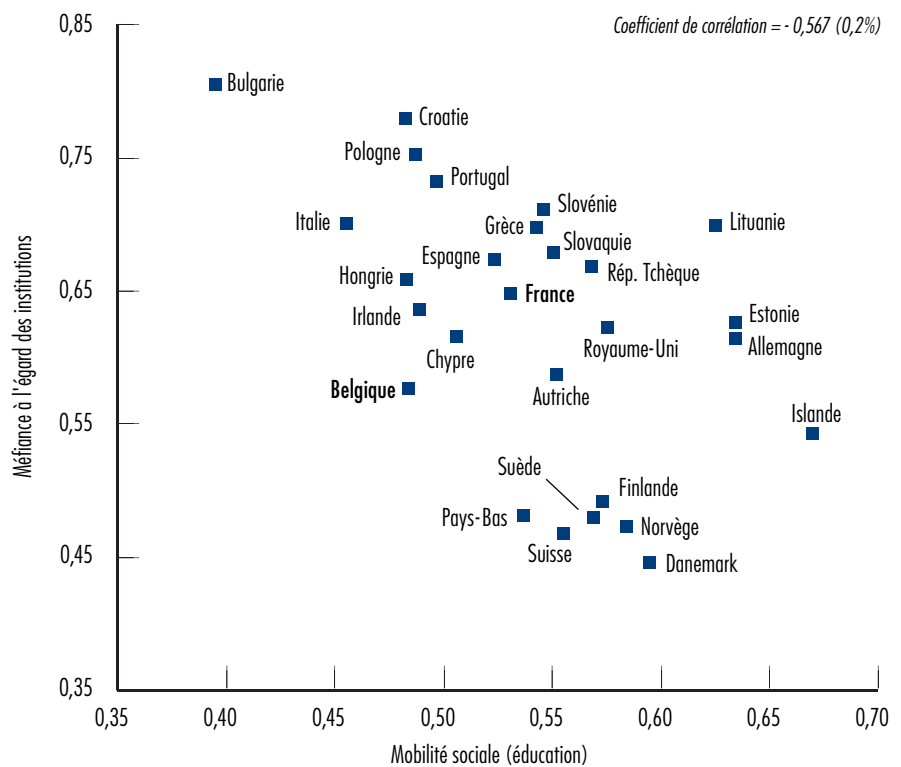
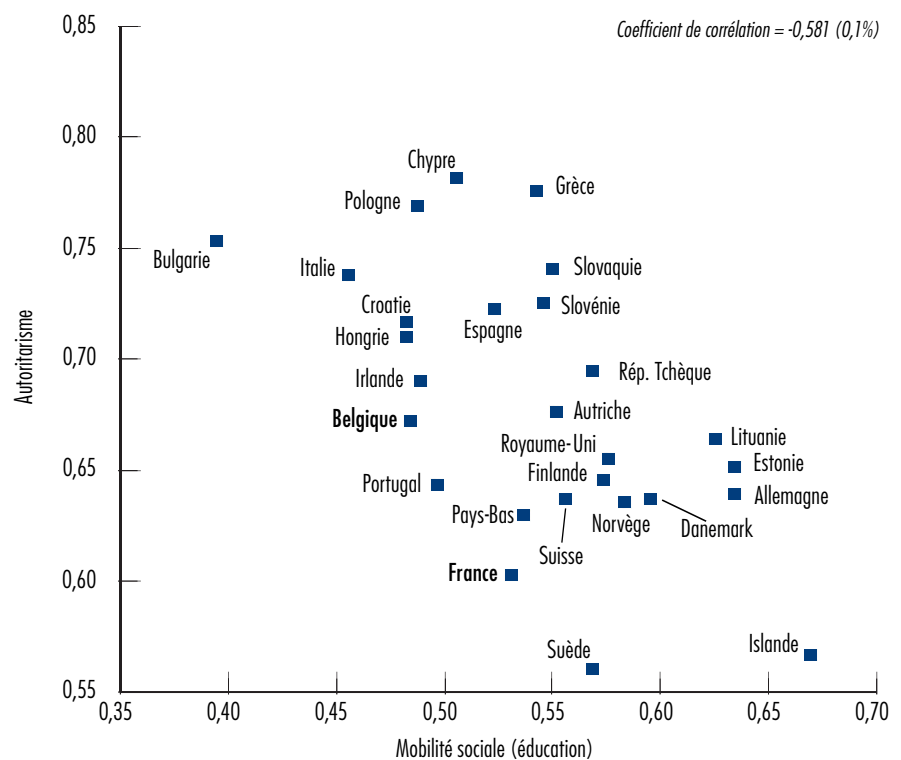


Figure 3. Méfiance à l'égard des institutions et mobilité sociale



Notes : La valeur entre parenthèses à côté du coefficient de corrélation est la probabilité d'une corrélation nulle (p-valeur); voir Encadré 1 pour la définition des indicateurs.

Figure 4. Autoritarisme, et mobilité sociale



Notes : La valeur entre parenthèses à côté du coefficient de corrélation est la probabilité d'une corrélation nulle (p-valeur); voir Encadré 1 pour la définition des indicateurs.

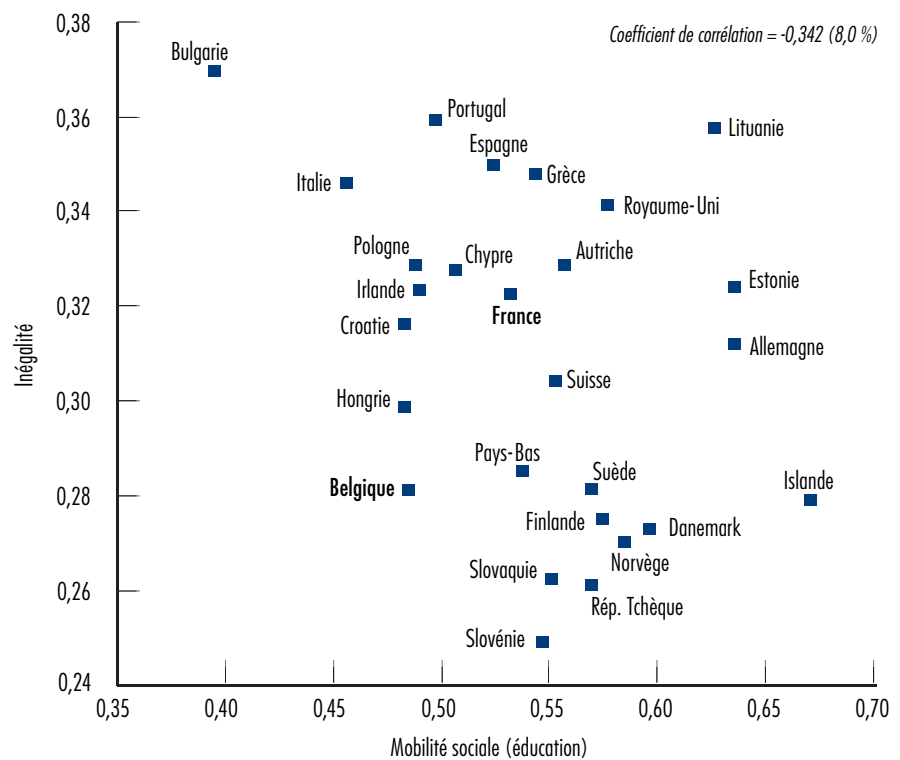


2. Mobilité et redistribution : la courbe de Gatsby

On pourrait légitimement s'interroger sur la raison pour laquelle nos États providence semblent avoir négligé de relancer l'ascenseur social et se sont focalisés sur la lutte contre les inégalités sociales et la pauvreté. Une explication est que nos gouvernants intérioriseraient l'idée véhiculée par la courbe de Gatsby représentant une corrélation négative entre mobilité sociale et inégalités des revenus : plus la mobilité sociale est élevée, moins il y a d'inégalité de revenu. Les évolutions récentes de ces deux variables, à savoir les inégalités et la mobilité, semblent indiquer que la courbe de Gatsby n'est pas une loi robuste.

A partir de nos données, nous obtenons une relation ambiguë entre mobilité sociale et inégalité pour les 27 pays européens. Cela apparaît sur la Figure 5 où le coefficient de corrélation est négatif (-0,342) mais statistiquement non significatif (au seuil de 5%).

Figure 5. Mobilité sociale et inégalité



Notes : La valeur entre parenthèses à côté du coefficient de corrélation est la probabilité d'une corrélation nulle (p-valeur); voir Encadré 1 pour la définition des indicateurs.

Dans un papier récent, Pestieau et Racionero (2023) développent un modèle théorique qui permet d'appréhender les conditions dans lesquelles la relation implicite à la courbe de Gatsby ne se vérifie pas. D'abord, si la perspective de l'État providence privilégie progressivement le court terme au détriment du long terme, on devrait avoir une baisse de la mobilité et une croissance de la redistribution, et donc une diminution des inégalités de revenu. Ensuite, si le système éducatif glisse lentement d'un modèle démocratique (égalité des chances) à un modèle élitiste, on observe aussi une mobilité en déclin et une augmentation de l'égalité des revenus.

3. Recommandations

Si la mobilité sociale est en effet en déclin et que cela conduit à une montée des attitudes et des votes populistes, on peut espérer que nos États providence prennent la mesure du problème et agissent de manière à redémarrer l'ascenseur social. Comment ? D'après de nombreux auteurs, cette panne de l'ascenseur social se



... *Recommandations*

manifesterait à deux niveaux, celui de l'éducation et celui du marché du travail.⁵ Nos systèmes éducatifs, particulièrement en France et en Belgique, sont extrêmement polarisés dans la mesure où la qualité des écoles croît avec le revenu des parents. En d'autres termes, l'école n'est plus un vecteur d'égalité des chances.⁶

Plus concrètement, il faudrait investir davantage dans la qualité de l'enseignement primaire et secondaire dans les zones défavorisées et garantir une meilleure mixité sociale. Aux Etats-Unis, Chetty et ses collègues recommandent même le déplacement de familles défavorisées dans des zones plus aisées.⁷ Pour l'enseignement supérieur, il conviendrait d'accroître le nombre de bourses et de rendre les prêts étudiants davantage accessibles.

De surcroît, même si un enfant de milieu défavorisé réussit à franchir l'obstacle de l'école, il se trouve confronté à un marché du travail où le capital social joue un rôle prépondérant.⁸ L'accès à certaines professions dépend de ce facteur. Elles sont fermées à ceux qui ne disposent pas des bons réseaux. Les promotions sont souvent liées aux relations sociales de l'individu qui elles-mêmes viennent de la famille. Ce sont ces réseaux qui assurent la reproduction sociale, ce phénomène sociologique dans lequel les individus restent à une même position sociale d'une génération à l'autre. A cet égard, la lutte contre les discriminations à l'embauche s'impose sans nul doute. Une autre piste, suggérée par Garcia-Peñalosa *et al.* (2023), consisterait à enrayer la lente disparition des emplois intermédiaires qui constituent un tremplin vers des emplois bien rémunérés pour les personnes issues de milieux familiaux moins aisés.

4. Conclusion

On le constate, les racines du mal sont profondes et complexes. Il est bien plus facile de lutter contre les inégalités que contre la reproduction sociale. En dépit de réformes successives, nos gouvernements n'ont pas été capables de réorganiser efficacement le système éducatif pour le rendre davantage égalitaire. Ils n'ont pas non plus réussi à modifier le marché du travail où les blocages sont nombreux. Ici aussi, en dépit de réformes multiples et variées, les discriminations persistent qu'elles concernent le genre, l'orientation sexuelle ou l'origine ethnique. Certaines professions sont des chasses gardées auxquelles n'ont accès que ceux qui ont le bon pedigree. Ils bénéficient de ce fait de rentes injustifiées et inefficaces.

En conclusion, pour relancer l'ascenseur social et rendre ainsi de l'espoir à de nombreux individus aujourd'hui marginalisés, il importe de réformer radicalement notre système éducatif et notre marché du travail.

Sergio Perelman est chargé de cours honoraire d'économie à HEC-Liège (ULiège).

Pierre Pestieau est professeur émérite d'économie à HEC-Liège (ULiège), chercheur au CORE/LIDAM (UCLouvain) et professeur affilié à la Paris School of Economics.

Sergio Perelman et Pierre Pestieau

sergio.perelman@ulg.ac.be

p.pestieau@ulg.ac.be

⁵ Voir, entre autres, Markovits (2019) et Sandel (2019).

⁶ Sur le rôle du système éducatif comme vecteur d'ascenseur social, voir Arenas et Hindriks (2021) et Lambert (2021).

⁷ Chetty *et al.* (2014).

⁸ Voir Bourdieu (1980).



Références

- Arenas Jal, A. et Hindriks, J. (2021), Intergenerational mobility and unequal school opportunity, *The Economic Journal*, 131, 635, 1027-1050.
- Banque Mondiale (2023), *Indicateurs du développement dans le monde*.
<https://databank.banquemondiale.org/reports.aspx?source=world-development-indicators>
- Bourdieu, P. (1980), Le capital social : notes provisoires, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 31.
- Chetty, R., Hendren, N., Kline P. et Saez, E. (2014), Where is the land of opportunity? The geography of intergenerational mobility in the United States, *The Quarterly Journal of Economics*, 129, 4, 1553-1624.
- European Social Survey (2020), *Norwegian Centre for Research Data for ESS ERIC*.
<https://www.europeansocialsurvey.org>
- García-Peñalosa, C., Petit, F. et van Ypersele, T. (2023), Can Workers Still Climb the Social Ladder as Middling Jobs Become Scarce? Evidence from Two British Cohorts, *CESifo Working Paper*, 10337.
- Ginsburg V., Perelman, S. et Pestieau, P. (2021), Populism and social polarization in European democracies, *CESifo Economic Studies*, 67, 4, 371-404.
<https://doi.org/10.1093/cesifo/ifab006>
- Lambert, J.-P. (2021), Education and social cohesion. Lessons from a comparative international approach, *CEREC Working Papers*, 2021/6.
- Markovits, D. (2019), *The Meritocracy Trap: How America's Foundational Myth Feeds Inequality, Dismantles the Middle Class, and Devours the Elite*, Penguins.
- Norris, P. et Inglehart, R. (2018), *Cultural Backlash: Trump, Brexit and Authoritarian Populism*, New York: Cambridge University Press.
- OECD (2019), *L'ascenseur social en panne ? Comment promouvoir la mobilité sociale*, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/bc38f798-fr>
- Perelman, S. et Pestieau, P. (2023), Social mobility and populism, *CORE DP : 2013/14*.
- Pestieau, P. et Racionero, M. (2023), Mobility, education and redistribution, *CORE DP*.
- Rouban, L. (2023), *L'Observateur*, 26/3/2023
<https://www.nouvelobs.com/social/20230126.OBS68777/luc-rouban-la-mobilisation-sur-les-retraites-manifeste-une-defiance-a-l-egard-de-la-hierarchie-sociale.html>
- Sandel, M. (2019), *The Tyranny of Merit. Can we find the common good?* MacMillan.



ENCADRÉ 1

Indicateurs au niveau individuel

Les indicateurs utilisés ont été pour la plupart construits à partir des données individuelles recueillies dans le cadre de l'enquête biannuelle European Social Survey (ESS, 2020). Nous avons retenu les 27 pays pour lesquels au moins 4 vagues d'enquêtes (sur un total de 10) sont disponibles.

Attitudes populistes

Les indicateurs sont construits à partir des réponses individuelles à une série de questions, comme indiqué dans le tableau ci-après. Nous nous sommes inspirés des travaux de Norris et Inglehart (2018) et de Ginsburgh *et al.* (2021) pour le choix des questions et pour la construction de ces indicateurs.

Indicateur	Questions posées (échelle)
Méfiance à l'égard des institutions	À l'aide de cette liste de réponses, dites-moi sur une échelle de 0 à 10, quelle confiance vous faites, personnellement, à chacune de ces institutions (0 signifie «Pas du tout confiance», 10 signifie «Complètement confiance») : Le Parlement; Les partis politiques; Les hommes et les femmes politiques.
Rejet de l'immigration	Dans l'ensemble, diriez-vous : Que c'est mauvais ou bon pour l'économie de votre pays que des personnes d'autres pays viennent y vivre ? (0 à 10); Que la culture est menacée ou enrichie par la présence de personnes d'autres pays venant vivre ici ? (0 à 10); Que la présence de personnes d'autres pays venant vivre ici rend la vie plus agréable ou moins agréable ? (0 à 10).
Autoritarisme	Je vais maintenant rapidement vous décrire quelques personnes. Écoutez s'il vous plaît chaque description et dites-moi dans quelle mesure cette personne vous ressemble ou pas : Se comporter toujours comme il faut est important pour lui. Il ne veut rien faire que les gens puissent lui reprocher (1 à 6); Vivre dans un environnement sécurisant est important pour lui. Il évite tout ce qui peut mettre en danger sa sécurité (1 à 6); C'est important pour lui que le gouvernement garantisse sa sécurité. Il veut un État fort qui défende les citoyens (1 à 6); Les traditions sont importantes pour lui. Il essaie de suivre les coutumes transmises par la religion et la famille (1 à 6); Il pense que les gens devraient faire ce qu'on leur dit. Il pense que les gens devraient toujours suivre les règles établies, même si personne ne les surveille (1 à 6).

Calcul : La valeur de chacun de ces trois indicateurs est calculée en additionnant les scores individuels attribués aux questions correspondantes. Ensuite, la somme est normalisée entre 0 et 1. Pour calculer les indicateurs de «méfiance à l'égard des institutions» et «rejet de l'immigration», l'ordre initial des réponses (0 à 10) a été réordonné à (10 à 0), de sorte que les scores montrent une méfiance plus élevée à l'égard des institutions politiques et des attitudes anti-immigration plus élevées, respectivement.

Mobilité sociale

C'est sur base des niveaux d'éducation, celui du parent le plus éduqué et celui du répondant, que nous avons déterminé la mobilité sociale au niveau individuel. Cinq niveaux d'éducation, définis à partir de la classification internationale ISCED-97 (UNESCO) utilisée par l'ESS, ont été retenus pour construire notre indicateur de mobilité: 1) Moins que secondaire inférieur; 2) Secondaire inférieur complet; 3) Secondaire supérieur complet; 4) Education supérieure non-universitaire complète; et 5) Diplôme universitaire. De ce fait, la valeur de l'indicateur varie entre -4 et +4, où 0 indique la persistance du même niveau d'éducation pour les deux générations. Il faut noter qu'uniquement les individus âgés de 26 à 75 ans ont été retenus pour l'analyse. Nous faisons l'hypothèse qu'à 26 ans les études ont été complétées et le plus haut diplôme obtenu.

Indicateurs agrégés par pays (Figures 3, 4 et 5)

Mobilité sociale (éducation) = $(1 - r)$, avec r le coefficient de corrélation de Spearman entre les niveaux d'éducation du parent le plus éduqué et celui du répondant, tels que définis plus haut.

Inégalité = Coefficient de Gini, moyenne 2005-2018 (Banque Mondiale, 2023).

Pour les attitudes populistes, «méfiance à l'égard des institutions» et «autoritarisme», il s'agit des moyennes pour l'ensemble de la population âgée de 26 à 75 ans pondérées pour tenir compte des biais éventuels d'échantillonnage.



ENCADRÉ 2

Estimation économétrique

Les modèles estimés ont comme variable dépendante les indicateurs sur les attitudes populistes et comme variables explicatives principales, d'une part, le niveau d'éducation du parent le plus éduqué (des variables binaires) et, d'autre part, l'indicateur de mobilité intergénérationnelle présenté plus haut (en forme de variable discrète continue) croisé avec le niveau d'éducation des parents (variables binaires). Ces modèles ont été estimés pays par pays (l'effet de la mobilité sur les attitudes populistes illustrés par les Figures 1 et 2), et également pour l'ensemble des pays utilisant comme variables de contrôle des effets croisés pays-année et des variables socio-économiques : genre, être nés (le répondant ainsi que ses parents) dans le pays de résidence, cohortes d'âge, caractère urbain ou rural du lieu de résidence, difficultés à joindre les deux buts, état de santé... Pour tester un biais potentiel d'endogénéité dû à l'effet d'un ou plusieurs confondants sur la mobilité intergénérationnelle et les attitudes populistes, les mêmes modèles ont été estimés pour des sous-ensembles de la population : par genre, lieu de naissance, cohortes d'âge. Les résultats obtenus se sont avérés néanmoins très stables, ce qui permet de conclure que l'éventuel biais d'endogénéité est mineur.

REGARDS ÉCONOMIQUES

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve
regard-ires@uclouvain.be
tél. 010 47 34 26
www.regards-economiques.be



Directeur de la publication :

Vincent Bodart

Rédactrice en chef :

Muriel Dejemeppe

Secrétaire de rédaction :

Séverine Dinjar

Secrétariat & logistique :

Virginie Leblanc

Graphiste :

Dominique Snyers

Comité de rédaction :

Paul Belleflamme

Vincent Bodart

Muriel Dejemeppe

Gilles Grandjean

Jean Hindriks

William Parienté

Sandy Tubeuf

Bruno Van der Linden

Frédéric Vrins

